



DÉC 2016



32^E RÉUNION ANNUELLE RELEVÉ DES CONCLUSIONS

ABUJA (NIGÉRIA)
12-14 DÉCEMBRE 2016

Accueillie par la République fédérale du Nigéria et sous le haut patronage des Commissions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la 32^e réunion annuelle du RPCA a rassemblé quelque 250 représentants de gouvernements sahéliens et ouest-africains, d'organisations intergouvernementales, de producteurs agricoles, de la société civile et du secteur privé et de partenaires techniques et financiers.

La rencontre était organisée par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), avec l'appui de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA/CEDEAO).

1 Organisée autour du thème « Nutrition et protection sociale », la réunion a été l'occasion de faire le bilan de la campagne agro-pastorale 2016-17, d'analyser la situation alimentaire et nutritionnelle et de mobiliser les parties prenantes face à l'urgence alimentaire et nutritionnelle au nord-est du Nigéria. Le Groupe d'experts seniors de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR) a fait le point sur le processus de formulation des « Priorités résilience pays » (PRP-AGIR), la mobilisation des parties prenantes autour de la mise en œuvre des priorités nationales ainsi que le renforcement des synergies et complémentarités des interventions.

2 La campagne agro-pastorale apparaît globalement bonne, avec une production céréalière totale de 66.1 millions de tonnes, en hausse de 3.2 % par rapport à celle de la campagne 2015-16 et de 15.5 % comparée à la moyenne des cinq dernières années. Toutefois, des baisses de production céréalière sont enregistrées au Libéria et en Mauritanie, respectivement -8.8 % et -16.9 % comparativement à celle de la campagne

dernière. La région enregistre par ailleurs une production de 6.2 millions de tonnes de niébé et 7.3 millions d'arachide, soit respectivement une hausse de 3.9 % et de 19.4 % comparée à la moyenne des cinq dernières campagnes.

3 La situation pastorale mérite une veille particulière en raison, d'une part, de la baisse de la production fourragère dans la bande sahélienne, du Sénégal au Tchad, atteignant dans certaines localités -50 % comparativement à la moyenne des cinq dernières campagnes ; et, d'autre part, la chute des prix du bétail au nord du Mali et dans le bassin du lac Tchad en raison de la crise sécuritaire et de la dépréciation du naira.

4 Même si la région a connu, ces cinq dernières années, une légère amélioration de la prévalence de la malnutrition aiguë globale, celle-ci demeure préoccupante, particulièrement au nord-est du Nigéria où elle atteint 30 %. Ce faisant, et en dépit de la relativement bonne campagne agropastorale, 15.6 millions de personnes pourraient être touchées par l'insécurité alimentaire d'ici juin 2017, dont 5.5 millions dans le bassin du lac Tchad, si des mesures adéquates ne sont pas prises.





Provoquée en grande partie par la crise sécuritaire qui y prévaut, cette situation est particulièrement préoccupante au nord-est du Nigéria où 5.1 millions de personnes pourraient être touchées par une insécurité alimentaire et nutritionnelle critique d'ici juin 2017, parmi lesquelles 1.9 million de personnes en urgence et 121 000 personnes en état de famine dans l'État du Borno.

5 À ce contexte particulièrement tendu s'ajoutent d'autres facteurs, sources de menaces pour la sécurité alimentaire dont l'environnement économique morose, qui en plus de la dépréciation des monnaies locales, est affecté par la chute du cours du pétrole. Ces facteurs limitent les capacités d'intervention et d'investissement des pouvoirs publics, tout en aggravant la situation déjà précaire des plus vulnérables.

6 Le Réseau appelle les gouvernements et leurs partenaires à apporter immédiatement l'assistance requise aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le bassin du lac Tchad. Ils les exhortent également à s'investir durablement dans la prévention des crises alimentaires et nutritionnelles et le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables.

7 Dans leur Déclaration sur la situation au nord-est du Nigéria, les Membres du Réseau attirent l'attention des décideurs sur la gravité de la situation alimentaire et nutritionnelle, sa nature transfrontalière et sur le risque élevé de fragilisation de la résilience des populations affectées. Par conséquent, ils appellent la CEDEAO et la Communauté internationale à : i) d'une part, répondre immédiatement à l'urgence alimentaire et nutritionnelle et ; ii) d'autre part s'investir dans la mise en œuvre de programmes structurants de réhabilitation et de renforcement de la résilience des populations concernées. Ils demandent aux partenaires techniques et financiers d'inscrire leurs appuis dans une démarche coordonnée de complémentarité et d'alignement sur les priorités de la région, afin d'assurer une meilleure efficacité et un impact des interventions.

8 Dans le but de renforcer la gouvernance régionale de sécurité alimentaire, un premier exercice de suivi des résultats de l'évaluation externe de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires a été réalisé. Tout en réaffirmant l'importance de ce code de bonne conduite, les participants insistent sur la nécessité d'une communication intense sur la Charte, ainsi que le

renforcement du cadre d'interpellation des organisations de la société civile sur l'application de ses principes. Ils demandent par ailleurs au Réseau d'accélérer la réforme de ses outils et cadres de dialogue.

9 Les dynamiques démographiques et d'urbanisation, facteurs de croissance et de diversification économique de la région, sont également sources d'immenses défis en termes d'alimentation et de nutrition, d'éducation, de santé et de protection sociale. Au cours de la dernière décennie, l'hybridation des crises alimentaires et sécuritaires a provoqué un affaiblissement du tissu social ainsi que de la résilience des populations les plus vulnérables. Les Membres du Réseau attirent l'attention des décideurs politiques sur l'urgence d'agir efficacement sur les enjeux de la nutrition et de la protection sociale, deux déterminants clés du développement humain durable et piliers stratégiques de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR). Ils alertent les États, leurs organisations inter-gouvernementales et leurs partenaires sur le coût humain et économique particulièrement élevé de l'inaction face à ces deux défis – qui, dans certains pays, avoisinerait 10 % de leurs PIB. Ils recommandent aux États d'assumer leur leadership pour la prise en charge de ces deux défis et plus particulièrement : i) à se doter de visions claires et à mettre en œuvre des politiques préventives de nutrition et de protection sociale ; ii) à accroître les ressources publiques dédiées à ces deux secteurs, y compris la recherche de mécanismes innovants et souverains de financement durable.

10 Le Groupe d'experts seniors (SEG-AGIR) rappelle que l'Alliance n'a d'autres vocations que d'accompagner une coordination inclusive des politiques, initiatives et programmes de résilience, autour d'approches, d'outils et d'une table de résultats agréés par tous. Les parties prenantes notent que huit pays ont validé leurs « Priorités résilience pays » et que trois autres sont en voie de le faire. Elles notent également que le système d'analyse cartographique des interventions de sécurité alimentaire, nutritionnelle et de résilience, est sur le point d'être mis à disposition de tous. À cet effet, les parties prenantes invitent les États et leurs partenaires à pérenniser les plateformes nationales multi-acteurs et multisectorielles de dialogue AGIR qui doivent se saisir de cet outil pour améliorer la convergence des interventions et l'efficacité de l'action de chacun. Elles insistent sur la nécessité d'accélérer la formulation de l'outil consensuel de mesure de la résilience, ainsi que la mise en place de cadres de suivi-évaluation des résultats de l'Alliance. Par ailleurs, elles encouragent vivement la CEDEAO et l'UEMOA, co-leaders politiques de l'Alliance, à apporter leur soutien aux pays restants afin qu'ils se dotent de cadres nationaux de renforcement de la résilience des plus vulnérables. Enfin, elles exhortent les décideurs politiques à maintenir la résilience en haut de l'agenda sahélien et ouest-africain de développement – et rappellent à ce sujet que les enjeux alimentaires ne doivent pas être occultés par les résurgences des défis migratoires et sécuritaires car ceux-ci sont partie intégrante de ces défis.

11 La 33^e réunion annuelle du RPCA se tiendra à Cotonou, Bénin, du 11 au 13 décembre 2017.

Abuja, 14 décembre 2016
Les participants

